PHILIPPE KRIKORIAN

AVOCAT A LA COUR (BARREAU DE MARSEILLE)

Monsieur Jean-Christophe SERFATI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
LA PROVENCE
248, Avenue Roger Salengro
13015 MARSEILLE

URGENT

LRAR n°1A 113 879 6624 7

+ courriel contact@laprovence.com

N/REF. PK/AD

AFF. Maître Bernard KUCHUKIAN

c / Barreau de Marseille – audience du 12 Janvier 2018

LA PROVENCE – article publié le 15 Janvier 2018 à 08h39

**OBJET: demande d'insertion -
exercice du droit de réponse en ligne
prévu à l'article 6, IV de la loi n°2004-575
du 21 Juin 2004 pour la confiance dans
l'économie numérique et le décret n°2007-1527
du 24 Octobre 2007 pris pour son application**

Marseille, le **18 Janvier 2018**

Monsieur le Directeur de la publication,

J'ai l'honneur de vous demander, sur le fondement de l'article **6, IV** de la **loi n°2004-575** du 21 Juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique et le **décret n°2007-1527** du 24 Octobre 2007 relatif au droit de réponse applicable aux services de communication au public en ligne et pris pour l'application du IV de l'article 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, de bien vouloir **insérer** le **communiqué** suivant, au titre de mon **droit de réponse**, **à la suite de l'article** ci-joint, intitulé « *Deux avocats inventent le procès qui n'en finit pas* » (vingt-trois lignes, hors titre et sous-titres), mis en ligne le 15 Janvier 2018 à 08h39, sur le site internet de *La Provence (La Provence.com)*, sous la signature de **Monsieur Denis TROSSERO**, dans lequel je suis **nommé** et **injustement déprécié dans mes qualités professionnelles**, ce que je ne saurais déceimment tolérer.

BP 70212 – 13178 MARSEILLE CEDEX 20 – Tél. 04 91 55 67 77

.../...

Je précise, à cet égard, que la **voie de droit** présentement utilisée a été rendue nécessaire par l'impossibilité, du fait de la nature du service de communication au public en ligne (accès réservé aux internautes munis d'un **mot de passe**, que je ne possède pas), en l'occurrence, de formuler directement les observations qu'appelaient de ma part le message litigieux me mettant en cause.

Les passages contestés sont les suivants :

1°) « *Bonne ou mauvaise foi ? (...)* » ;

2°) « (...) avec la **complicité active** d'un de ses pairs, **Me Philippe Krikorian**. Tous deux, considérés comme des **procéduriers compulsifs** devant l'éternel judiciaire, ne s'en cachent même plus. **Manœuvres dilatoires ? (...)** » ;

3°) « (...) 'Y a-t-il une personnalité juridique uniquement parce que l'ordre le prétend ?' reprend, **tout à sa malice, Me Krikorian**. (...) ».

Je souhaiterais, en conséquence, la publication de la **réponse suivante** (quarante-cinq lignes, hors signature), **à la suite de l'article** mis en ligne le 15 Janvier 2018, à 08h39 :

« Au titre de mon **droit de réponse**, je ne puis accepter, d'une part, que le **concours confraternel** que j'apporte légitimement et en toute légalité, depuis plusieurs années, à mon grand ami, **Maître Bernard KUCHUKIAN**, éminent membre du Barreau de Marseille et Vice-Président, avec **Maître Massimo BIANCHI**, du **GRAND BARREAU DE FRANCE - GBF**, que j'ai l'immense honneur de présider, soit qualifié de « **complicité** » par **Monsieur Denis TROSSERO**, auteur de l'article litigieux mis en ligne sur le site **La Provence.com** le 15 Janvier 2018 à 08h39.

L'**Avocat défenseur** dont le **statut constitutionnel** a été consacré par le **Conseil constitutionnel** (**CC, décision n°80-127 DC, 19-20 Janvier 1981, Loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes**, consid. 48 à 53) n'est jamais le **complice** de son mandant et, encore moins, lorsque celui-ci, comme en l'espèce, est **totalemt innocent** du délit dont on l'accuse à tort.

La **Cour européenne des droits de l'homme** encourage, de son côté, les **Avocats** à faire preuve de **zèle** dans la défense de leurs clients (**CEDH, Grande Chambre, 23 Avril 2015, MORICE c. FRANCE**, n°29369/10, § 137). Or, **Maître KUCHUKIAN** n'a pas moins de droits que les autres justiciables. Il est, donc, nécessaire, au regard du **droit à un procès équitable**, garanti notamment par l'article 6 de la **Convention européenne des droits de l'homme (CEDH)**, qu'il puisse être **confronté** à ses accusateurs (**cross-examination**, disent les juristes anglo-saxons), prérogative de défense (**principe d'égalité des armes**) que prévoit expressément l'article 6, 3, d) CEDH, lesquels accusateurs brillaient par leur absence lors de la dernière audience du 12 Janvier 2018 écoulé. **Qui, dès lors, retarde le procès ?**

Il n'y a, de deuxième part, **aucune malice**, chez un Avocat conscient de son **statut constitutionnel de défenseur**, à contester la **personnalité juridique** d'une entité qui, comme le **Barreau de Marseille**, bien que **dépourvue de Statuts**, - formalité qui conditionne la **capacité juridique de contracter** en application de l'article **1145, alinéa 2** du Code civil - prétend ester en justice et réclamer, au mépris du **jus fraternitatis**, de l'argent, à l'un de ses membres. Lequel, au demeurant, n'a fait qu'exercer sa **liberté d'expression** et son **droit de critique** d'un **comportement blâmable de ses pairs** (en l'occurrence, faire la promotion d'un **humoriste** condamné pour **injure** à l'égard des **électeurs du Front National**, - un **tiers des voix** lors du dernier scrutin présidentiel - par **jugement du Tribunal correctionnel de Paris** du 22 Janvier 2013).

Il était, en tout état de cause, loisible aux plaignants de choisir la **voie civile** s'ils ne voulaient pas faire de leur confrère un **accusé**, auquel ils ne sauraient, partant, sérieusement reprocher d'user de « **manœuvres dilatoires** », alors que le défendeur exerce **sans abus des voies de droit** placées sous la protection du **Constituant**.

De troisième part, la formule « **Avocats zélés** » aurait, sans aucun doute, mieux convenu que « **procéduriers compulsifs** » pour désigner **Maître Bernard KUCHUKIAN** et son **défenseur**, dont ni la **bonne foi** ni la **santé mentale** –qui se présument aussi pour les Avocats-n'ont à être suspectées illégitimement, fût-ce à des fins humoristiques. Sauf à titre de réciprocité, à ce que la satire change de cible et s'adresse au journaliste lui-même, qui ne prend pas les précautions sémantiques nécessaires pour traiter d'une question qu'il ne maîtrise manifestement pas (la **QPC** est un **moyen de défense** et non pas un sujet de raillerie). Ce qui illustrerait le célèbre film muet « **L'arroseur arrosé** » - **Louis LUMIERE** - première projection à La Ciotat le 21 Septembre 1895). Si, donc, la presse est le « **chien de garde** » de la démocratie, l'interrogation est permise : **Quis custodiet ipsos custodiet ?** (Qui gardera les gardiens eux-mêmes ?).

Je réaffirme, en conséquence, ici, que j'ai rempli et que je continuerai à remplir mes fonctions dans le **strict respect de mon serment d'Avocat**, savoir avec **dignité, conscience, indépendance, probité et humanité**.

Maître Philippe KRIKORIAN
AVOCAT à la Cour (Barreau de Marseille)
Président-Fondateur du GRAND BARREAU
DE FRANCE - GBF »

*

Je vous saurais gré, dès lors, conformément aux textes susvisés, de bien vouloir me faire parvenir, dans le délai légal de **trois jours**, le texte de ma réponse publiée, comme susdit, en ligne sur le site **LaProvence.com**.

Vous en remerciant par avance,

Et vous souhaitant bonne réception de la présente,

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur de la publication, en l'assurance de ma considération distinguée.

Philippe KRIKORIAN
Avocat à la Cour (Barreau de Marseille)
Président-Fondateur du GRAND
BARREAU DE FRANCE - GBF
BP 70212
13178 MARSEILLE CEDEX 20
Tél. 04 91 55 67 77
Courriel Philippe.KRIKORIAN@wanadoo.fr
Site Internet www.philippekrimorian-avocat.fr
Numéro de TVA intracommunautaire
FR43391319027
Numéro SIRET 39131902700036
Code APE 6910Z

PIECES JOINTES

1. Article publié dans *La Provence* du 15 Janvier 2018, à 08h39, signé par **Monsieur Denis TROSSERO**, intitulé « *Deux avocats inventent le procès qui n'en finit pas* »

*